

PLATEFORME COMMUNE DES ORGANISATIONS PROMOUVANT UN PACTE CIVIQUE

Face à la crise, penser, agir, vivre autrement en démocratie.

La crise ouvre une nouvelle époque **en France, en Europe et dans le monde**. C'est une conviction autour de laquelle un collectif d'associations s'est constitué dans un double but : ***analyser et agir ensemble***.

A ce stade, ses réflexions et propositions s'articulent autour des **quatre points** suivants.

1 - Une crise qui vient de loin et qui ébranle nos certitudes.

La force et la brutalité de la crise, évidentes pour tous, ne doivent pas nous leurrer : elle vient de loin. Elle est le résultat de tous les défis non affrontés, de tous les avertissements non entendus, de tous les déséquilibres accumulés, de toutes les démesures tolérées, donc de tous les changements qui n'ont pas été faits à temps.

Il est question de la crise ; or, elle en additionne au moins trois, ce qui explique son ampleur particulière : la ***crise sociale***, due au chômage, à l'exclusion, à la précarité, aux inégalités extrêmes, qui sévit depuis longtemps ; la ***crise écologique***, de mieux en mieux perçue, mais qui se développe plus vite que les moyens, insuffisants, mis en œuvre pour y parer ; la ***crise économique et financière*** enfin - qui aggrave l'ensemble - largement due à l'appétit immodéré pour l'argent et pour la rentabilité à tout prix.

Ces crises, aggravées par le laisser-faire individualiste qui les a accompagnées, sont l'expression d'une crise culturelle de nos sociétés.

Face à cette situation, plusieurs approches sont proposées.

- Les uns mettent l'accent sur le manque de cohérence entre nos comportements et nos idéaux et sur les changements à opérer dans la manière de produire, consommer, épargner, investir. Certains prônent ainsi un bouleversement du système économique, même s'il n'y a pas actuellement d'alternative évidente.

- D'autres mettent d'abord leur espoir dans une généralisation des multiples initiatives et expérimentations mises en œuvre, notamment dans l'économie sociale et solidaire.

- D'autres enfin insistent sur le fossé qui s'est creusé entre la représentation politique et la société.

Mais tous nous estimons qu'il faudra tenir compte de ces différentes attitudes et que les multiples déséquilibres actuels ne seront pas résolus par de simples solutions « régulationnistes ». Celles-ci ne permettront pas de repartir comme avant.

Cette crise nous conduit à revisiter nos certitudes à travers une **triple prise de conscience** :

- conscience des limites de la nature : on ne peut prélever indéfiniment des ressources finies,

- conscience des limites de l'intérêt personnel, mis en compétition avec celui d'autrui : les intérêts égoïstes sont sources d'inégalité et leur somme ne garantit pas l'intérêt général,

- conscience des limites de l'accumulation des désirs de tous ordres produits par les systèmes en place qu'elle n'a plus les moyens de satisfaire.

Nous sommes en présence non seulement d'une crise de confiance, mais d'une crise de foi dans l'automaticité du progrès. Nous assistons à une fin de cycle de la modernité, modernité que Max Weber avait caractérisée comme le passage d'une société cherchant dans la religion la solution à ses maux à une société la trouvant dans l'effort productif et le progrès économique.

2 - La crise oblige à mobiliser des potentiels humains mal reconnus mais disponibles.

Pour autant, il importe de ne pas se complaire dans des analyses anxiogènes de la crise et d'anticiper les risques de régression qui pourraient en résulter. La fragilisation des situations entraîne crispation sur l'avoir, repliement sur l'individualisme, aggravation des inégalités, mouvements sociaux et durcissement des mesures défensives et répressives.

Pour y parer, il faut protéger les plus faibles par un bouclier social renforcé et rétablir la confiance en s'appuyant sur ce qui constitue la colonne vertébrale de nos sociétés : l'option pour **la démocratie** et le respect de la personne humaine. En se souvenant que l'espérance est un principe actif et que les métamorphoses, même improbables à un moment donné, sont possibles si l'on fait confiance aux capacités créatrices de chacun.

A cet égard, le collectif associatif constate que, loin des discours catastrophistes ou démobilisateurs, beaucoup de femmes et d'hommes, à l'occasion de ces différentes crises, découvrent au fond d'eux-mêmes, de leurs proches ou de leur communauté d'appartenance, des ressources qu'ils ne soupçonnaient pas et qu'ils ont du mal à exprimer clairement. Qu'il s'agisse de simple « courage », d'« instinct vital » ou de « quêtes d'identité », des énergies personnelles latentes se font jour, qui prennent des formes très différentes : conscience morale, humanisme, profondeur, intériorité, transcendance, espérance...

Cette « **force éthique** » (*qui se déprend de la fascination pour la compétition ou pour la communication*) stimule les réactions face aux pires situations d'humiliation et redonne confiance aux personnes en leur rendant le sentiment de leur propre dignité, comme de l'égale dignité de tous les hommes. Elle constitue à nos yeux le principal ressort qui nous permettra de donner un nouvel élan à la démocratie et à la citoyenneté, et de sortir de la crise. Un « droit de cité » doit lui être reconnu dans notre espace laïc et pluraliste !

Par ailleurs, on assiste à une prolifération d'initiatives, à l'émergence de nouvelles formes de militances, à une accélération des changements de comportement et à une montée d'aspirations nouvelles, notamment dans les jeunes générations particulièrement sensibles aux injustices et contradictions découlant de nos modes de vie et de gouvernance.

► face à la crise écologique, le rapport à l'environnement, au gaspillage, au traitement des déchets, aux produits « bio » évolue ; devant à la crise de l'énergie, des énergies renouvelables sont promues et des économies d'énergie recherchées ; sur le plan politique, un Pacte Ecologique a conduit au Grenelle de l'environnement ;

► les personnes sont encouragées « à travailler sur elles-mêmes », à sortir de leur individualisme et de leur « quant à soi » pour fraterniser et pour innover ;

► face au chômage, de nombreuses associations de solidarité se sont créées et les principes de fonctionnement de l'économie solidaire retrouvent une nouvelle vigueur ;

► des entreprises prennent conscience de la nécessité d'élever le niveau de leur responsabilité sociale et écologique tandis que l'économie sociale et solidaire ressent la nécessité de prendre un nouvel élan.

Quant aux artistes, non seulement ils expriment les tensions de nos sociétés, mais ils jouent aussi le rôle de médiateur de leurs changements ; leur contribution ne peut être négligée en tant que facteur d'éveil, de sensibilité et de porteur d'utopie.

Plus largement, c'est un nouvel état d'esprit qui est en germe, avec la recherche non seulement de la « qualité de la vie », mais aussi de nouveaux modes de vie et de relations humaines plus vraies, y compris avec les moins chanceux ou les plus vulnérables.

Ce sont autant de points d'appui pour sortir de la crise.

Beaucoup se ressource dans des courants de sagesse ou de **spiritualité** qui aident les personnes et les groupes à assumer cette « vulnérabilité » aggravée par la crise et à trouver un nouveau souffle. La rationalité contemporaine ne peut pas ignorer la manière dont ces sagesse ou ces spiritualités peuvent :

- aider les personnes à se constituer et à agir,
- inciter la démocratie à « se remettre en question », à dépasser son fonctionnement procédural et administratif et à s'ouvrir à des relations davantage solidaires, responsables et créatives.

Quant aux **religions**, lorsqu'elles évitent les dérives sectaires et communautaristes, elles peuvent constituer une force de dépassement pour les plus fragiles, de modération pour les plus solides et de solidarité pour les plus entreprenants.

Cela suppose qu'elles jouent le jeu de nos démocraties pluralistes et qu'elles acceptent sans réticence le principe fondamental de la **laïcité**, clef de voûte d'un pluralisme où tous les courants de pensée peuvent s'exprimer et où personne n'a définitivement le dernier mot !

Les systèmes **politiques** ont de grandes difficultés à faire face à cette mutation vers un développement humain qui prenne en compte *tout l'homme et tout homme*, faute :

- d'une démocratie représentative capable de proposer des choix exigeants et motivants et de mobiliser les citoyens pour les mettre en œuvre,
- d'un débat démocratique porteur de compromis constructifs appuyés sur la recherche d'intérêts réciproques dans la durée,
- d'une démocratie de proximité liée à la participation du plus grand nombre et à la coopération entre élus, administrations et associations.

Nous notons que la qualité morale des responsables de tous ordres, leur capacité à s'engager et à parler vrai joueront un rôle essentiel. Nous pensons aussi que la qualité du fonctionnement démocratique devra être considérablement améliorée pour répondre aux défis.

Nous estimons donc que la situation actuelle appelle des réponses transversales et transdisciplinaires ; le politique doit reprendre la main qu'il a trop abandonnée à l'économie de marché. Il faut ouvrir largement le débat sur l'essentiel, sur la civilisation que nous voulons désormais bâtir en Europe, à l'ère de la mondialisation et du monde fini.

Si l'économie, pas plus que l'argent, ne fait pas le bonheur - tout en pouvant y contribuer évidemment -, quels sont aujourd'hui, quels seront demain, les ressorts profonds de la société, ses motifs de mobilisation, ses finalités ? Tel est le débat démocratique à ouvrir, de manière la plus large possible, à un moment où la mobilisation traditionnelle autour du pouvoir d'achat ne suffit plus.

La recherche du bonheur par l'accumulation de l'avoir a constitué l'orientation fondamentale de la modernité ; cette approche, contraire à la plupart des traditions de sagesse dont aucune ne place le bonheur et la joie de vivre dans la possession, a démontré ses limites. Ne faut-il pas la repenser en équilibrant mieux l'être et l'avoir, le mode de vie et le niveau de vie, le bien être et le mieux être, avec par exemple comme mot d'ordre : « **Autrement, le bonheur ?** »

Une telle approche, loin d'oublier les tragédies du monde ou la réalité de la mort, propose au contraire de donner à tout être humain le droit de vivre pleinement son humanité au lieu de borner son horizon à assurer au mieux sa survie biologique. Elle s'assure de la réalisation concrète de la démocratie et de son principe essentiel :

« Le respect de l'égalité de chaque homme, mesuré à l'aune du sort réservé aux plus faibles ».

La CISE est en tout cas un *appel à penser, agir et vivre autrement*. Il nous en est les conséquences en engageant une nouvelle démarche, un processus constructif, qui permettent de construire cet appel et de préparer la multiplication de véritables expériences démocratiques du vivre ensemble.

4- Un Pacte civique pour élargir le débat et rassembler les énergies.

Retrouver le sens des limites et du possible, articuler liberté individuelle et responsabilité collective, réintroduire du lien entre générations, entre couches sociales et entre institutions et citoyens, focaliser l'attention sur tous ceux qui sont victimes des crises, repenser les rapports entre cultures, lier transformation personnelle et transformation sociale, voici des objectifs à approfondir au regard des **trois impératifs** suivants :

- impératif de **sobriété**, de distinction entre l'essentiel et le superflu, qui va s'imposer sous de multiples formes, avec le risque de dégénérer en austérité imposée aux plus fragiles, s'il n'est pas appliqué en proportion des possibilités de chacun ;
- impératif de **justice** qui devra conduire à inventer de nouvelles formes de redistribution pour que le principe d'égalité soit effectivement mis en pratique dans un contexte où on ne peut plus compter sur une augmentation rapide des richesses ;
- impératif de **créativité**, dont le champ devra s'élargir et porter davantage sur l'écologie, la coopération, les relations interpersonnelles et spirituelles.

Conscients de toutes ces transformations de la société qui se cherchent, les associations signataires appellent à ouvrir un espace civique où serait débattue la nature de la société française dans laquelle nous nous voulons vivre et que nous voulons laisser aux générations futures. Cela passe par de nouveaux modes et critères de développement et de nouvelles priorités politiques et institutionnelles, mais aussi par une solidarité en actes à l'égard des plus démunis, par un redéploiement et une modération de nos modes de consommation, par une stimulation de nos capacités relationnelles et de nos sources culturelles, par une prise en compte de notre vulnérabilité comme de notre responsabilité à l'égard de la société, de la planète et des générations futures. Cela implique de prendre en compte les dimensions européennes et mondiales de la préparation de notre avenir commun.

Les présents signataires ne sous-estiment pas les difficultés et obstacles que cette mutation va rencontrer et les risques qui en découlent : risques immédiats d'accroissement des inégalités et de l'exclusion, risque de conflictualité généralisée faute d'obtenir un accord suffisant sur les efforts à faire, risque enfin que les impératifs écologiques servent de prétexte à un renforcement des attitudes autoritaires et sécuritaires.

Seule une amélioration de la qualité de notre démocratie permettra de faire face à ces risques, qu'il s'agisse de l'engagement responsable des citoyens, du fonctionnement de nos institutions, des comportements du personnel politique ou des pratiques des médias. C'est pourquoi, dans un esprit de réciprocité, symétriquement aux engagements que nous proposerons et prendrons, nous interpellons les principaux leaders politiques et les grands médias en leur proposant d'adhérer à des chartes de qualité démocratique et à faire preuve de plus d'écoute, de plus d'esprit de service et de plus de capacité de vision.

Pour aider à rendre visibles les initiatives en cours et à les fédérer autour d'engagements, à la fois individuels et collectifs, elles proposent d'initier en France un « **Pacte Civique** ». Ce Pacte serait proposé à la signature de tous ceux qui s'engageraient :

- à *adopter un certain nombre de comportements personnels* autour notamment de la notion de sobriété créative et solidaire

- à militer pour un re-outillage institutionnel de nos démocraties autour notamment de la promotion de l'éthique du débat, de la reconnaissance de la diversité, du principe de responsabilité et de la coopération entre acteurs (les candidats aux responsabilités publiques pourraient être ainsi incités à s'expliquer sur la qualité de leur vision et sur leur capacité d'écoute et de service, plutôt que de s'enfermer dans le « court terme » dans l'obsession du pouvoir et dans un narcissisme...)
- à soutenir des orientations politiques qui remettent l'économie et la culture au service de l'homme et non l'inverse et qui à cet effet donnent, y compris aux plus démunis et aux marginalisés, la possibilité de participer effectivement à la construction et à l'évaluation des politiques qui nous concernent tous.

Ce Pacte, qui serait élaboré d'ici la fin de 2010 et soumis à la signature en 2011, serait destiné à rénover le fonctionnement de la société et de la démocratie française tout en étant soucieux de l'avenir de l'Europe et de la planète. Il pourrait ultérieurement s'élargir à d'autres horizons ou se relier à d'autres initiatives internationales.

ANNEXE

Ébauche du Contenu du Pacte.

Une approche sélective, centrée sur des thèmes prioritaires, est la voie retenue jusqu'ici, pour aborder de façon concrète le contenu du pacte civique. Se posera la question de la coordination avec des initiatives proches, par exemple le Pacte Ecologique ou le Manifeste de l'Economie solidaire.

A ce stade, les douze thèmes prioritaires suivants ont été identifiés :

- Faire vivre la démocratie
- Assimiler et promouvoir les règles de l'éthique de la discussion
- Vivre la démocratie dans une citoyenneté renouvelée
- Promouvoir la maîtrise citoyenne de l'économie
- Définir les conditions de cheminement vers un service civique
- Donner aux personnes en situation d'exclusion les moyens de coconstruire les politiques qui les concernent et de les évaluer
- *Accroître la responsabilité sociale des entreprises dans le cadre de règle du jeu responsabilisantes et des rapports de force rééquilibrés*
- *Promouvoir et soutenir une créativité porteuse de sens*
- *Développer une approche de la santé prenant en compte toutes les dimensions de la personne*
- *Encourager les médias de qualité et la qualité des médias*
- *Promouvoir une éducation permanente interactive à la construction de soi et à la relation à l'autre*
- *Promouvoir un pacte fiscal fondé sur la justice et l'efficacité*

Chacun de ces thèmes sont à examiner en fonction de **trois préoccupations** :

- l'engagement personnel,
- l'engagement collectif,
- les règles à imaginer et à mettre en place.

PS Les six premiers thèmes ont donné lieu à des premiers travaux.